

Accord-cadre 2025-02 AC

Marché de Travaux

Cahier des clauses administratives particulières

**Travaux d'entretien et de rénovation
des bâtiments pour l'Agence Régionale
de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS
ARA)**

Marché passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles
L2123-1, 2° et R2123-1, 3° et R2131-14 du code de la commande publique

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ	4
2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	4
3. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	4
4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
4.1 Durée de l'accord-cadre.....	5
4.2 Délais d'exécution	5
5. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
6. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
7. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
8. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE	7
9. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ	8
10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	8
11. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
11.1 Modalités de commande.....	9
11.2 Modification du bon de commande.....	10
11.3 Suspension du bon de commande	10
11.4 Interruption du bon de commande.....	10
11.5 Prestations non inscrites au Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	10
11.6 Non exclusivité du Titulaire	11
12. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	11
13. PRIX DE L'ACCORD-CADRE	11
13.1 Caractéristiques des prix.....	11
13.2 Variation des prix	12
13.3 Clause de sauvegarde	14
14. AVANCE	14
14.1 Principe du versement de l'avance	14
14.2 Montant de l'avance	14
14.3 Modalités de versement de l'avance	14
14.4 Remboursement de l'avance	14
15. RETENUE DE GARANTIE	14
16. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
16.1 Présentation des demandes de paiement	15
16.2 Échéancier de paiement.....	16
17. RECEPTION DES TRAVAUX.....	16
17.1 Réception	16

17.2 Réfaction.....	16
17.3 Rejet.....	16
18. SOUS-TRAITANCE	17
18.1 Désignation d'un sous-traitant	17
18.2 Paiement direct du sous-traitant	17
19. COTRAITANCE.....	18
20. PENALITES	18
20.1 Retard dans l'achèvement des travaux	18
20.2 Retard dans la transmission des documents	18
20.3 Réserves et observations	18
20.4 Non-gestion des déchets.....	18
20.5 Retard dans le nettoyage du chantier	19
20.6 Absence ou retard injustifiés aux réunions de chantier	19
20.7 Sous-traitance occulte	19
20.8 Absence de bilan de fin de chantier	19
21. DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
21.1 Changement dans la situation du titulaire	19
21.2 Responsabilité et assurance.....	20
21.3 Règlement des litiges et langues	20
22. RESILIATION DU MARCHE.....	20
23. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux d'entretien, de rénovation et de réaménagement des locaux de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.

Les opérations relatives aux grosses opérations de rénovation ou de réaménagement peuvent être exclues du présent accord-cadre, en lien avec les propriétaires des sites concernés. Peuvent également être exclues de cet accord-cadre toutes les opérations de travaux et de rénovation nécessitant une mission OPC.

Sont exclues du présent accord-cadre les prestations couvertes par des contrats antérieurs à sa notification et celles dont l'objet est différent, notamment les opérations de maintenance prévues par un autre marché.

2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, 2° et R2123-1, 3° et R2131-14 du code de la commande publique.

Pour chaque lot, le marché est un accord-cadre multi-attributaires s'exécutant à bons de commande.

Méthodes d'attribution des bons de commande : méthode dite « en cascade »

Pour chaque lot, la méthode d'attribution dite « en cascade » fait appel en priorité au titulaire classé en première position à l'issue de l'analyse des offres. L'acheteur contacte le titulaire classé en première position, et si ce dernier ne peut répondre à la demande, dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée seconde (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres acceptables).

3. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum, et avec un montant maximum fixé à 1 200 000 € HT, pour l'ensemble des lots, et sur sa durée totale, reconductions comprises.

À titre indicatif, les montants des opérations de travaux prévues sur la période 2025-2029 :

Lots	Montant estimé	Montant maximum
Zone 1 (69 et 01) :	170 000 € HT tous corps d'états	200 000 € HT tous corps d'états
Zone 2 (03, 15 et 63) :	300 000 € HT tous corps d'états	400 000 € HT tous corps d'états
Zone 3 (07 et 26) :	140 000 € HT tous corps d'états	150 000 € HT tous corps d'états
Zone 4 et 5 (38, 73 et 74) :	140 000 € HT tous corps d'états	150 000 € HT tous corps d'états
Zone 6 (42 et 43) :	250 000 € HT tous corps d'états	300 000 € HT tous corps d'états

Ces montants communiqués n'emportent pas d'obligation contractuelle.

4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit de manière tacite trois fois pour la même durée. La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans. Si l'ARS ne souhaite pas reconduire le marché, elle devra en informer le titulaire au minimum 3 mois avant la fin de la période en cours.

4.2 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans chaque bon de commande. Dans l'éventualité d'une prolongation des délais d'exécution, il sera fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

5. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

a) Pièces particulières (pour chaque lot)

- L'acte d'engagement du marché (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières du marché (CCTP) dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

b) Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et ci-après désigné le CCAG-Travaux

6. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un allotissement selon une double logique géographique et technique. Les lots sont ainsi répartis en 6 zones géographiques et 6 corps d'état.

Chaque lot est multi-attributaires (2 attributaires par lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres acceptables).

Zone géographique	Corps d'état	N° du lot
Zone 1 : Ain (01) et	Corps d'état 1 : Électricité (courant fort et faible)	1-1

Rhône (69)	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) Plomberie sanitaire	1-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	1-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	1-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	1-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	1-6
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15) et Puy-de-Dôme (63)	Corps d'état 1 : Électricité (courant fort et faible)	2-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) Plomberie sanitaire	2-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	2-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	2-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	2-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	2-6
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Corps d'état 1 : Électricité (courant fort et faible)	3-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) Plomberie sanitaire	3-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	3-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	3-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	3-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	3-6
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Corps d'état 1 : Électricité (courant fort et faible)	4-1
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	4-4
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	4-6
Zone 5 : Isère (38)	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) Plomberie sanitaire	5-2

	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	5-3
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	5-5
Zone 6 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Corps d'état 1 : Électricité (courant fort et faible)	6-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) Plomberie sanitaire	6-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	6-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	6-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	6-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	6-6

7. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'établissement se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre, dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

8. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Selon les dispositions de l'article R2194-1 précité, le marché prévoit les clauses de réexamen suivantes :

- Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires ;
- La modification du montant maximum annuel de l'accord-cadre n'entraînant pas de modification substantielle de ce dernier ;
- La prise en compte de toute situation imprévisible en raison d'une crise sanitaire, d'une crise énergétique, d'une hausse des prix des matières premières ou autre afin d'ajuster les prestations en conséquence et d'éviter toute situation de blocage. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché ;

L'Acheteur communique par courriel au Titulaire le projet de modification qui pourra prendre la forme d'un avenant actant les modifications, et le cas échéant, le BPU modifié en conséquence.

9. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ

- En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la direction ou l'établissement en charge du suivi administratif du marché
- En cas de transfert du marché à une autre entreprise, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Suite à cette cession, l'Acheteur procédera à la vérification des capacités de la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (Titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de Titulaire fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

La réalisation des travaux, objet de l'accord-cadre doit répondre à des objectifs de développement durable, s'agissant notamment :

- Prise en compte de la diminution des rejets de CO₂,
- Recyclage des consommables,
- Diminution des déchets,
- Formation des salariés aux exigences environnementales
- Recours aux éco matériaux

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'effectuer, sur demande, un reporting précis à l'acheteur sur la qualité environnementale des produits (FDES, labels, certifications, étiquetage sanitaire...).

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux.

Les déchets résiduels générés par les prestations (chutes de produits et matériaux de construction résultant de l'intervention des titulaires, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets d'emballage de produits mis en œuvre) sont sous la responsabilité des titulaires qui sont tenus de les enlever ou les faire enlever des sites des services bénéficiaires.

En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par le bénéficiaire, le titulaire laisse les sites bénéficiaires libres de tout emballage secondaire et tertiaire servant au conditionnement et au transport de produits utilisés pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Chaque titulaire assure le traitement des déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes traitement exprimée à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

- Préparation en vue de la réutilisation ;
- Recyclage ;
- Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- En dernier recours, élimination.

11. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 MODALITES DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis à compter de la date de notification de l'accord-cadre, et pendant toute la période de validité de l'accord-cadre (voir art. 4.1 durée de l'accord-cadre).

Pour chaque lot, l'acheteur contacte l'attributaire classé premier à l'issue de l'analyse des offres, par mail, en fixant un délai maximum de réponse.

L'acheteur indique dans sa demande de devis le détail des prestations à exécuter, les contraintes, notamment celles liées au site concerné, tous les éléments nécessaires à l'appréhension du dossier (adresse, coordonnées des interlocuteurs internes, bâtiment, localisation, photos ...), et le planning d'exécution, le cas échéant.

Si le titulaire n° 1 n'est pas en mesure de répondre dans le délai exigé, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée deuxième.

Le titulaire de l'accord-cadre établit le devis nécessaire à la réalisation des travaux sur la base des prix unitaires figurant au BPU. Et le communique au représentant de l'acheteur par courrier électronique.

- Le devis comporte au minimum les informations suivantes :
 - Le numéro de l'accord-cadre et l'objet ;
 - L'identification du titulaire ;
 - Les informations sur la prestation : nature des travaux, lieu de réalisation de la prestation ;
 - Les délais d'exécution ;
 - Le prix HT des prestations inscrites au BPU ;
 - Le prix HT des prestations non prévues au BPU (le cas échéant)
 - Les délais maximum d'approvisionnement et d'exécution, en jours calendaires
 - Le montant total HT et TTC ;
 - Le taux de TVA applicable

L'émission du bon de commande vaut acceptation du devis. Il est notifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception par le titulaire.

Chaque bon de commande précise notamment :

- La référence du marché ;
- Le numéro de la commande ;
- Le détail des prestations à réaliser ;

- Le lieu d'exécution ;
- La date de livraison ou le délai d'exécution ;
- Les prix HT et TTC de la commande
- La personne porteuse du dossier au sein de l'Agence

L'envoi du bon de commande vaut ordre de service de démarrage. La date de réception du bon de commande par le prestataire est le point de départ du délai d'exécution.

11.2 MODIFICATION DU BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. L'acheteur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

11.3 SUSPENSION DU BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

11.4 INTERRUPTION DU BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

11.5 PRESTATIONS NON INSCRITES AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)

L'acheteur se réserve la possibilité de commander des prestations dont les références ne sont pas inscrites au BPU de l'accord-cadre, à condition qu'elles soient en lien avec l'objet de l'accord-cadre et nécessaires à l'élaboration du bon de commande ainsi qu'à la réalisation des travaux.

À cette fin, le titulaire fournit un devis détaillant distinctement les prestations inscrites au BPU et celles hors BPU.

11.6 NON EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Pour chaque lot, dans l'hypothèse où les Titulaires seraient amenés à déclarer ne pas être en mesure d'exécuter le ou les bons de commande dans les conditions fixées par l'acheteur, ou de prendre en charge de nouvelles prestations, et au regard des seuils de mise en concurrence prévus par les textes, l'Acheteur se réserve la possibilité de contractualiser auprès d'un opérateur économique tiers, ou d'effectuer une mise en concurrence spécifique.

Modalités de recours à un tiers en dehors du présent accord-cadre :

- Les titulaires de l'accord-cadre attestent par écrit ne pas être en mesure de réaliser les travaux dans le délai ou les conditions spécifiques d'intervention demandées par l'acheteur ;
- En cas de non-réponse ou de silence gardé par tous les titulaires sollicités dans les délais impartis, ou en cas d'incapacité temporaire de réaliser les travaux ou de tenir le planning.

12. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'établissement. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

13. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

13.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix incluent :

- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi commercial ;
- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;

- La mise en œuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux du pouvoir adjudicateur ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- Hors pièces de rechange, la livraison de ces pièces franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage ne sera facturé. Toutes les livraisons seront effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Le marché conclu à prix unitaire. Les prix figurent dans le bordereau des prix unitaires (BPU) joint en annexe 1 de l'acte d'engagement.

13.2 VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres fixée au règlement de consultation et dans l'avis de publicité du marché. Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes pour la première année de l'accord-cadre, puis révisables à la date de reconduction du marché.

Les prix révisés seront appliqués sur les bons de commande émis après la date de reconduction. Dans le cas où un bon de commande est émis avant la date de reconduction, et même si la prestation est effectuée après la date de reconduction, la date prise en compte pour l'application ou non de la variation de prix sera celle de la signature du bon de commande par l'établissement.

Les prix des bordereaux des prix sont révisables à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 \times (I_n/I_o)].$$

Avec :

- P = prix actualisé
- P_o = prix initial
- I_o = valeur définitive de l'index au mois M_o
- I_n = valeur définitive de l'index pour le mois de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix unitaires des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre est l'Index BT des corps d'état constituant le lot technique considéré. Ils sont publiés sur le site Internet de l'INSEE.

Corps d'état	Indice et désignation
Électricité, courants forts et courants faibles	BT47 : Électricité
Plomberie sanitaire	BT38 : Plomberie sanitaire
Ventilation et conditionnement d'air	BT41 Ventilation conditionnement d'air
Peinture, revêtements muraux et revêtements de sols souples	BT46 : Peinture, revêtements muraux
Cloisons, plafonds, plâtrerie, isolation	BT08 : Plâtres et préfabriqués
Métallerie, serrurerie	BT42 : Menuiserie acier et serrurerie
Maçonnerie, carrelage et faïence	BT09 : Carrelage et revêtement céramique
Menuiserie bois, PVC, aluminium	BT01 : Tous travaux

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur. Il sera appliqué sur chaque prix initial hors taxes figurant au bordereau de prix unitaire.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Il appartient au titulaire d'apporter tous les éléments de calcul à l'appui de sa demande de révision. Il pourra aussi lui être demandé de corriger son calcul en cas d'erreur. Ces demandes suspendront, le cas échéant, le délai de paiement des factures faisant état des nouveaux prix révisés.

Ce document fera état :

- des prix initiaux (ou des prix de l'année précédente en cas de reconduction),
- des indices appliqués, de leur valeur,
- des nouveaux prix issus de l'application de la formule indiquée ci-dessus.

Le titulaire fera parvenir le BPU révisé suivant les modalités figurant ci-avant, **2 mois minimum avant chaque reconduction**, par mail à l'adresse : ars-ara-marches@ars.sante.fr. A défaut de transmission dans ce délai, les prix du dernier BPU accepté seront maintenus.

13.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas d'augmentation annuelle supérieure à 5%, l'acheteur pourra soit accepter l'augmentation prévue, soit ouvrir une phase de discussion avec les titulaires en vue d'aboutir à une hausse inférieure. Si l'acheteur estime que cette hausse est trop importante et que les discussions n'ont pas pu aboutir à un accord, l'accord-cadre pourra être résilié pour motif d'intérêt général.

14. AVANCE

14.1 PRINCIPE DU VERSEMENT DE L'AVANCE

Le versement d'une avance est de droit pour chaque bon de commande lorsque les conditions fixées aux articles R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique sont remplies.

14.2 MONTANT DE L'AVANCE

Le taux de l'avance pour le présent marché est fixé par principe à 20%. Il est relevé à 30% si l'attributaire du marché est une PME.

14.3 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

L'avance forfaitaire doit être versée à son bénéficiaire pour l'année N dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de chaque bon de commande.

14.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

En vertu de l'article R.2191-19 du Code précité, le remboursement de l'avance doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché pour la partie forfaitaire du marché ou pour la partie à prix unitaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

15. RETENUE DE GARANTIE

Le cas échéant, et conformément aux articles R2191-32 à R2191-40 du Code de la commande publique, une retenue de garantie de 5% pourra être appliquée sur le montant TTC d'un bon de commande exécuté dans le cadre du présent accord-cadre. La mention et les modalités d'application d'une éventuelle retenue de garantie seront indiquées dans chaque bon de commande concerné.

Cette retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves formulées lors de la réception des travaux ainsi que, le cas échéant, les malfaçons signalées pendant le délai de garantie.

Le montant de la retenue sera prélevé sur chaque acompte de la commande, et sur le solde correspondant au bon de commande concerné.

Conformément à la réglementation en vigueur, cette retenue pourra être remplacée, à la demande du titulaire, par une garantie à première demande ou, si l'acheteur l'accepte, par une caution personnelle et solidaire d'un montant équivalent.

La retenue de garantie (ou la garantie de substitution) sera libérée à l'issue d'un délai d'un an à compter de la date de réception des travaux sans réserve, ou de la levée des réserves le cas échéant, à condition qu'aucune réclamation ne soit en cours à cette date.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande conformément à l'article R.2191-36 du Code de la commande publique, dès le début des travaux. L'établissement n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Elle sera remboursée (ou la garantie libérée) après l'expiration de la garantie de parfait achèvement, sous réserve :

- que les clauses et conditions du marché aient été entièrement satisfaites ;
- que l'ensemble des réserves ait été levé.

16. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

16.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures seront transmises à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes par transmission sur la plateforme CHORUS : le prestataire doit déposer sur la plateforme CHORUS (chorus-pro.gouv.fr) ses factures en mentionnant obligatoirement les trois éléments suivants :

- Le n° d'engagement juridique
- Le n° SIRET de l'ARS
- Le n° du marché : 2025-02

Outre les mentions légales, la facture pour ces prestations mentionne :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- N° SIRET du titulaire ;
- Mention du RIB ;
- L'objet des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Les prestations réalisées ;
- Le coût total HT et TTC.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Madame la Directrice générale de l'ARS ARA.

Le comptable chargé du paiement est Monsieur l'Agent comptable de l'ARS ARA.

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu par notification attestant une date certaine de réception et les raisons qui s'opposent au paiement.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

16.2 ÉCHEANCIER DE PAIEMENT

Les acomptes sont réglés dans les conditions fixées aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique.

Les paiements interviendront :

- Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est inférieur à trois mois s'effectuera en une fois, après réception des travaux ;
- Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, le règlement des comptes se fera par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme suit :
 - Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement, au pourcentage des quantités de travaux exécutées.
 - Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

La périodicité des paiements énoncée à l'article 16.2 pourra être ajustée lors de la réunion de démarrage du marché, et fera l'objet d'un avenant modificatif, le cas échéant.

17. RECEPTION DES TRAVAUX

17.1 RECEPTION

Les opérations de réception sont définies à l'article 23 « Réception des travaux » du CCTP.

17.2 REFACTION

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 10 jours ouvrés suivant la décision d'admission avec refaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 10 jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans refaction.

17.3 REJET

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans un délai maximal de 10 jour ouvrés.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

18. SOUS-TRAITANCE

18.1 DESIGNATION D'UN SOUS-TRAITANT

Des prestations pourront être sous-traitées, dans les conditions prévues à l'article L.2193-1 du code de la commande publique, à condition d'avoir obtenu de l'ARS ARA l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement lors de la remise de son offre.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial¹ ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner découlant des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées notamment aux articles L.2193-2 à L.2193-14 du même code leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers INSA Lyon. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de sécurité et des règles de protection des données auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

18.2 PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant a droit à un paiement direct pour des prestations supérieures à 600 €TTC.

Selon les dispositions de l'article R2193-16 du CCP, le sous-traitant dépose sa demande de paiement sans autre formalité, au format PDF sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

¹ modèle disponible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-dc4-et-notice-explicative>

19. COTRAITANCE

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

20. PENALITES

Par dérogation avec l'article 19.2.1 du CCAG TRAVAUX, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités seront appliquées sur simple constat du pouvoir d'adjudicateur, en l'absence de toute mise en demeure préalable du titulaire.

20.1 RETARD DANS L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, en cas de retard dans la réalisation du calendrier d'exécution mis au point avec le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 € HT par jour calendaire de retard (y compris samedi, dimanche et jours fériés) dans la limite de 10% du montant du bon de commande.

20.2 RETARD DANS LA TRANSMISSION DES DOCUMENTS

Sont visés les documents exigibles par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre et notamment les actes de sous-traitance, les avenants éventuels, les états d'avancement des opérations en cours ou encore les documents à fournir en fin de travaux et lors de la réception des ouvrages.

En cas de retard dans la transmission de ces documents, le titulaire encours des pénalités de 50€ HT par document manquant et par jour calendaire de retard dans la limite de 10% du bon de commande.

20.3 RESERVES ET OBSERVATIONS

Les réserves, remarques et observations formulées par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre doivent être levées dans un délai maximum de 20 jours ouvrés après leur signification au titulaire par lettre simple ou recommandée.

En cas de non-respect, une pénalité forfaitaire de 150 € HT s'applique par jour calendaire de retard (y compris samedi, dimanche et jours fériés) dans la limite de 10% du montant du bon de commande.

20.4 NON-GESTION DES DECHETS

Le titulaire qui ne respecte pas la réglementation en matière de tri des déchets de chantier est mis en demeure de cesser l'infraction dans un délai déterminé. En cas de non-respect de cette mise en demeure, il encourt une pénalité forfaitaire de 200 € HT par jour calendaire.

20.5 RETARD DANS LE NETTOYAGE DU CHANTIER

À défaut d'exécution des opérations de nettoyage prévues généralement dans l'accord-cadre et spécifiquement dans les bons de commande, l'ARS ARA fera appel à une entreprise tierce afin de procéder au transport en décharge public des déblais, installations, matériels et matériaux non enlevés.

Les frais occasionnés par ces opérations seront retenus sur le règlement du titulaire du marché en faute.

20.6 ABSENCE OU RETARD INJUSTIFIES AUX REUNIONS DE CHANTIER

Le titulaire encourt une pénalité de 200 € HT pour toute absence ou retard non justifié de plus de 20 minutes aux réunions de chantier.

La présence à une réunion de chantier d'un représentant non qualifié d'une entreprise est assimilée à une absence.

20.7 SOUS-TRAITANCE OCCULTE

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre constate la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché au titre de laquelle les travaux seraient réalisés est passible d'une pénalité de 1 000 € HT par jour d'infraction constatée jusqu'à l'acceptation par le Maître d'Ouvrage des sous-traitants irrégulièrement employés.

20.8 ABSENCE DE BILAN DE FIN DE CHANTIER

En cas de défaut de réalisation d'un bilan de fin chantier, au moment de la réception des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

21. DISPOSITIONS DIVERSES

21.1 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'ARS ARA par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception et dans les meilleurs délais.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord des ARS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ARS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusion de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

21.2 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Pendant la durée du marché, le titulaire est responsable de toute dégradation ou destruction des fournitures mises ou laissées à sa disposition par la personne publique sur lesquelles il intervient directement ou auxquelles il a accès pour l'exécution du contrat, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux de l'ARS ARA.

Le titulaire remet à la personne publique dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution **une attestation d'assurance en cours de validité** garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat.

Le titulaire veille à ce que les polices d'assurance en cause couvrent la durée totale du marché et souscrit des montants de garantie adaptés aux prestations objet du présent marché.

21.3 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Un mode de règlement amiable prévu à R.2197-1 du Code de la commande publique sera d'abord recherché. Conformément à cet article, un différend ou un litige survenant entre le titulaire et l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Les parties conviennent de saisir en premier lieu le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents litiges relatifs marchés publics de Lyon.

Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

22. RESILIATION DU MARCHE

L'ARS ARA peut résilier le marché en cas de faute du titulaire. Cela consiste notamment à ne pas avoir, dans le temps imparti, répondu à ses obligations contractuelles, ou à des défaillances techniques (qualité) répétées dans l'exécution des prestations.

Aussi, il peut le résilier aux torts du titulaire dans l'ensemble des cas énoncés à l'article 50.3 du CCAG Travaux t notamment :

- Si le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives à la protection du travail ou de l'environnement ;

- Si le titulaire a méconnu ses obligations légales ou réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- Si les renseignements produits par le titulaire à l'appui de sa candidature s'avèrent faux ou inexacts postérieurement à la signature du marché.

De plus, et par dérogation à l'article 49 du CCAG travaux, l'ARS ARA peut résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas spécifiques suivants :

- Non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle (sauf statut dérogatoire) ;
- Non-respect des obligations précisées au cahier des charges constatées par une mise en demeure établi par l'acheteur.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

23. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG TRAVAUX
5	4.1
19.2.1	20
20.1	19.2
22	49